



Déclaration de la FSU Meuse pour le CDEN Meuse du 25 septembre 2020

La rentrée 2020 se fait dans un contexte de crise sanitaire. Tous les secteurs de la société sont impactés. Qu'ils soient suffisants ou non et quoi qu'on en pense, des efforts ont été fait pour soutenir l'économie ou la fonction publique hospitalière. Dans le même temps, la demande du ministère de l'Education Nationale de créer 3000 postes a été suivie d'une fin de non-recevoir du Premier Ministre. Le 30 Aout, Jean-Michel Blanquer annonce un Grenelle pour revaloriser le métier d'enseignant. Une somme de 400 millions est évoquée pour le budget 2021. On est en dessous de l'annonce de 500 millions qui avait été faite en janvier 2020. Pour rappel, un an plus tôt, en janvier 2019, M. le Ministre annonçait la mise en place très prochaine d'un observatoire des rémunérations des professeurs. On accuse souvent les enseignants d'être des fainéants, mais qu'a fait notre ministre pendant 18 mois ?

A cela s'ajoute la totale opacité dans laquelle s'opère la gestion des personnels depuis que s'applique la loi de transformation de la fonction publique. Tout concourt donc à accentuer encore le mépris ressenti par les personnels du ministère de l'Education Nationale.

Revenons à la crise sanitaire, le protocole en vigueur à la rentrée, n'a de protocole que le nom. Il relève de la pensée magique, le port du masque et le lavage des mains devant résoudre beaucoup des problèmes rencontrés, les autres l'étant par des mesures relevant de l'autonomie des établissements. La rentrée est donc tout à fait particulière tant pour les élèves que les personnels.

Sur un plan pédagogique, la période troublée que nous vivons est l'occasion pour le ministère de pousser encore plus loin sa politique flattant à la fois les instituts néolibéraux et les réactionnaires qui voient d'un mauvais œil la démocratisation scolaire que prône la FSU. Prenons l'exemple du dispositif 2S2C dont l'aboutissement serait la privatisation de l'éducation nationale et la réduction de l'enseignement public aux fondamentaux, faisant ainsi le jeu du privé. Ne parlons pas de l'inflation de tests de positionnement que même l'inspection générale étrille dans l'un de ses rapports. Ne parlons pas non plus des conditions dans lesquelles le nouveau baccalauréat se met en place. Le monde enseignant n'en peut plus du césarisme associé à l'amateurisme.

Merci de votre attention